

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 25 mai 1999, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget, chargé de l'Agriculture et des Petites et Moyennes Entreprises,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Un article 13*bis*, rédigé comme suit, est inséré dans l'arrêté royal du 12 juin 1997 relatif au triage à façon de graines de certaines espèces agricoles destinées à être ensemencées :

« Article 13*bis*. Le Ministre peut suspendre temporairement l'agrément en cas de manquements aux dispositions du présent arrêté.

La durée maximale de la suspension correspond à la durée de l'agrément.

Le Ministre communique à l'intéressé sa décision de suspension temporaire de l'agrément par lettre recommandée à la poste.

Il précise la durée de cette suspension et le cas échéant la manière d'y mettre fin anticipativement.

L'intéressé dispose d'une semaine après réception de la lettre pour introduire, par lettre recommandée à la poste, ses objections auprès du Ministre.

L'objection introduite suspend la décision de suspension temporaire de l'agrément.

Le Ministre dispose de 15 jours ouvrables après réception de ces objections pour notifier à l'intéressé, par lettre recommandée à la poste, sa décision définitive.

La décision définitive de suspension temporaire ainsi que l'éventuel le décision de mettre fin anticipativement à la suspension sont publiées dans le *Moniteur belge* par extrait. »

Art. 2. Notre Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget, chargé de l'Agriculture et des Petites et Moyennes Entreprises est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 9 juillet 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget,
chargé de l'Agriculture et des Petites et Moyennes Entreprises,
H. VAN ROMPUY

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 25 mei 1999, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting, belast met Landbouw en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Een artikel 13*bis*, luidend als volgt, wordt in het koninklijk besluit van 12 juni 1997 betreffende het triëren tegen loon van zaden van bepaalde soorten van landbouwgewassen bestemd om te worden ingezaaid ingevoegd :

« Artikel 13*bis*. De Minister kan de erkenning tijdelijk schorsen in geval van vaststelling van tekortkomingen betreffende de bepalingen van dit besluit.

De maximale duur van de schorsing bedraagt de duur van de erkenning.

De Minister deelt zijn beslissing tot tijdelijke schorsing van de erkenning bij een ter post aangetekende brief aan de betrokkene mede.

Hij stelt de duur van deze schorsing vast alsook de manier om er in voorkomend geval een vervroegd einde aan te stellen.

De betrokkene beschikt over een week na ontvangst van deze brief om zijn bezwaren bij een ter post aangetekende brief bij de Minister in te dienen.

Het ingediende bezwaar schorst de beslissing tot tijdelijke schorsing van de erkenning.

De Minister beschikt over 15 werkdagen na ontvangst van deze bezwaren om zijn definitieve beslissing bij een ter post aangetekende brief ter kennis van de betrokkene te brengen.

De definitieve beslissing van de tijdelijke schorsing alsmede de eventuele beslissing om een vervroegd einde te stellen aan de schorsing worden gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* bij uittreksel. »

Art. 2. Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting, belast met Landbouw en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 9 juli 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting,
belast met Landbouw en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen,
H. VAN ROMPUY

MINISTERE DE L'INTERIEUR

F. 99 — 3129

[S - C - 99/00540]

9 JUIN 1999. — Arrêté royal autorisant l'Université Catholique de Louvain et la « Katholieke Universiteit Leuven » à recevoir communication de certaines informations du Registre national des personnes physiques dans le cadre d'une enquête longitudinale portant sur les attitudes politiques et le comportement des électeurs en Belgique

RAPPORT AU ROI

Sire,

Le projet d'arrêté royal que nous avons l'honneur de soumettre à la signature de Votre Majesté tend à autoriser l'Université Catholique de Louvain et la « Katholieke Universiteit Leuven » à recevoir communication de certaines informations du Registre national dans le cadre d'une enquête portant sur le comportement des électeurs.

Le fondement légal de l'arrêté est constitué par l'article 5, alinéa 2, b), de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques.

Le « Point d'appui interuniversitaire sur l'Opinion publique et la politique », en abrégé, P.I.O.P., de l'Université Catholique de Louvain et l'Interuniversitaire Steunpunt Politieke Opinieonderzoek », en abrégé I.S.P.O., de la « Katholieke Universiteit Leuven » sont plus particulièrement chargés de cette enquête.

MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN

N. 99 — 3129

[S - C - 99/00540]

9 JUNI 1999. — Koninklijk besluit waarbij aan de Katholieke Universiteit Leuven en aan de "Université Catholique de Louvain" mededeling van informatiegegevens uit het Rijksregister van de natuurlijke personen wordt verleend in het kader van een longitudinaal onderzoek naar de politieke houdingen en het kiesgedrag in België

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het ontwerp van koninklijk besluit, waarvan wij de eer hebben het aan Uwe Majesteit ter ondertekening voor te leggen, strekt ertoe de Katholieke Universiteit Leuven en de « Université Catholique de Louvain » mededeling van informatiegegevens uit het Rijksregister te verlenen in het kader van een onderzoek met betrekking tot het gedragspatroon van de kiezers.

De rechtsgrond van het besluit wordt gevormd door artikel 5, tweede lid, b), van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen.

Het « Interuniversitair Steunpunt Politieke Opinieonderzoek », afgekort I.S.P.O., van de Katholieke Universiteit Leuven en het « Point d'appui interuniversitaire sur l'Opinion publique et la politique », afgekort P.I.O.P., van de « Université Catholique de Louvain » zijn in het bijzonder gelast met het onderzoek.

L'enquête dont question a lieu à l'initiative de l'Etat fédéral et est réalisée conjointement par les centres de recherche de l'U.C.L. et de la K.U.L. Elle implique la collecte de données sur leurs attitudes et comportements politiques, lors des élections du 13 juin 1999, et ultérieurement, lors des élections de 2003, auprès de 4 250 électeurs environ.

Par un arrêté royal daté du 30 juin 1996, l'Université Catholique de Louvain et la "Katholieke Universiteit Leuven" ont déjà été autorisées à recevoir communication de certaines informations du Registre national des personnes physiques dans le cadre d'une enquête longitudinale portant sur les attitudes politiques et le comportement des électeurs en Belgique, à la suite des élections législatives fédérales du 21 mai 1995.

Les données qui seront recueillies lors de l'enquête faisant l'objet du présent arrêté sont destinées à comparer l'évolution dans le temps de ces attitudes et comportements. Afin de pouvoir mesurer cette évolution, les électeurs ayant accepté de collaborer à une enquête similaire ayant eu lieu en 1991 et en 1995 seront à nouveau interrogés. En outre, il sera procédé au tirage d'un nouvel échantillon de 10 000 électeurs afin de sauvegarder la représentativité de l'enquête, compte tenu des refus de coopérer, de la disparition de répondants dans les cohortes les plus âgées et de l'arrivée de nouveaux électeurs.

L'objectif de l'enquête consiste :

1° à constituer sous une forme anonyme une base de données mise à la disposition des chercheurs scientifiques et des utilisateurs du secteur non-marchand, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la Belgique;

2° à utiliser ces données en vue d'une analyse scientifique dans le cadre des travaux du P.I.O.P.-I.S.P.O. et d'autres institutions scientifiques.

Chacun des organismes de recherche concernés sollicite la communication des informations énumérées à l'article 3, alinéa 1^{er}, 1° (les nom et prénoms), 2° (le lieu et la date de naissance), 3° (le sexe), 5° (la résidence principale) et 6° (le lieu et la date du décès) de la loi du 8 août 1983 précitée.

La communication des modifications successives apportées à ces informations (historique), s'avère également nécessaire.

Etant donné que la collaboration des électeurs ayant participé à l'enquête de 1991 et de 1995 est à nouveau requise, l'article 1^{er}, alinéa 2, du projet limite à une période de dix années l'extension dans le temps de la communication de ces modifications.

Conformément à l'article 6, alinéa 1^{er}, 3°, de l'arrêté royal du 3 avril 1995 fixant les conditions auxquelles les organismes visés à l'article 5, alinéa 2, b), de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques, doivent satisfaire pour obtenir communication d'informations consignées audit registre, il est précisé, en ce qui concerne la conservation des informations du Registre national, que celles-ci doivent être effacées ou détruites dans les trois mois qui suivent la clôture de la collecte des données portant sur les élections législatives fédérales de 2003 et au plus tard le 31 décembre 2003.

Le Gouvernement s'est également assuré que les précautions nécessaires ont été prises afin de garantir la protection de la vie privée des personnes auxquelles les informations se rapportent :

1° il apparaît que la demande de communication d'informations du Registre national satisfait en tous points aux conditions fixées par l'arrêté royal du 3 avril 1995 précité compte tenu notamment de ce qui suit :

- les deux universités sont dotées de la personnalité juridique;
- les organismes de recherche concernés disposent du personnel et du matériel nécessaires;

- les collaborateurs scientifiques du P.I.O.P. et de l'I.S.P.O. ont signé une déclaration par laquelle ils s'engagent à respecter la confidentialité des données qui seront reçues en communication du Registre national. Cette déclaration sera conservée en annexe de leur contrat d'emploi;

- les centres de recherche concernés ont pris l'engagement de se soumettre au contrôle qui sera organisé tant par le Ministre de l'Intérieur que par la Commission de la protection de la vie privée;

- il ne sera pas fait appel à la sous-traitance;
- deux fichiers distincts seront tenus: un premier fichier contenant les données mentionnées à l'article 3, alinéa 1^{er}, 1° (nom et prénoms) et 5° (résidence principale), de la loi précitée du 8 août 1983 et un autre fichier contenant les données spécifiques à l'enquête. Ces deux fichiers seront strictement séparés l'un de l'autre et seuls les collaborateurs scientifiques du P.I.O.P. et de l'I.S.P.O. spécialement désignés à cet effet disposeront de la clef permettant de les mettre en relation;

- seules des informations à caractère anonyme seront diffusées;

Het bovenvermelde onderzoek heeft plaats op initiatief van de federale overheid en wordt gezamenlijk uitgevoerd door de onderzoekscentra van de U.C.L. en van de K.U.L. Het omvat de verzameling van informatiegegevens over de politieke houdingen en gedragingen bij de verkiezingen van 13 juni 1999, en later bij de verkiezingen van 2003, bij ongeveer 4 250 kiezers.

Bij koninklijk besluit van 30 juni 1996 werd aan de Katholieke Universiteit Leuven en aan de "Universiteit Catholique de Louvain" reeds mededeling van informatiegegevens uit het Rijksregister van de natuurlijke personen verleend in het kader van een longitudinaal onderzoek naar de politieke houdingen en het kiesgedrag in België, naar aanleiding van de federale wetgevende verkiezingen van 21 mei 1995.

De verzamelde onderzoeksgegevens zijn bestemd om de evolutie in de tijd van deze houdingen en gedragingen na te gaan. Om deze evolutie te kunnen meten zullen de kiezers die aanvaard hebben mee te werken aan een gelijkaardig onderzoek dat in 1991 en in 1995 plaatsgehad heeft opnieuw ondervraagd worden. Bovendien zal een nieuwe steekproef van 10 000 kiezers getrokken worden om de representativiteit van het onderzoek te waarborgen, rekening houdend met weigeringen om mee te werken, het wegvallen van respondenten in de oudere cohortes en de toevloed van nieuwe kiezers.

Het doel van het onderzoek bestaat erin :

1° een gegevensbank samen te stellen die ter beschikking gesteld wordt, onder anonieme vorm, van de wetenschappelijke onderzoekers en gebruikers uit de non-profit sector, zowel binnen als buiten België;

2° deze gegevens te gebruiken voor wetenschappelijke analyse binnen het kader van de werkzaamheden van I.S.P.O.-P.I.O.P. en andere wetenschappelijke instellingen.

Elk van de betrokken onderzoeksinstellingen vraagt de mededeling van de informatiegegevens vermeld in artikel 3, eerste lid, 1° (naam en voornamen), 2° (plaats en datum van geboorte), 3° (geslacht), 5° (hoofdverblijfplaats) en 6° (plaats en datum van overlijden) van de voormelde wet van 8 augustus 1983.

De mededeling van de opeenvolgende wijzigingen aangebracht aan deze informatiegegevens (historiek), is eveneens noodzakelijk.

Gegeven dat de medewerking van de kiezers die hebben meegewerkt aan het onderzoek van 1991 en 1995 opnieuw noodzakelijk is, beperkt artikel 1, tweede lid, van het ontwerp de mededeling in de tijd van deze wijzigingen tot tien jaar.

In overeenstemming met artikel 6, eerste lid, 3°, van het koninklijk besluit van 3 april 1995 tot vaststelling van de voorwaarden waaraan de instellingen bedoeld in artikel 5, tweede lid, b) van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen moeten voldoen om mededeling te verkrijgen van informatiegegevens die in dit register opgenomen zijn, wordt bepaald dat, wat betreft het bewaren van de informatiegegevens uit het Rijksregister, deze dienen uitgewist of vernietigd te worden in de drie maanden volgend op de afsluiting van de gegevensverzameling van het verkiezingsonderzoek van 2003 en ten laatste op 31 december 2003.

De Regering heeft ook nagegaan of de nodige voorzorgen genomen werden om de bescherming van het privé-leven van de personen waarop de informatiegegevens betrekking hebben te waarborgen :

1° het blijkt dat de aanvraag om mededeling van informatiegegevens uit het Rijksregister op alle punten voldoet aan de voorwaarden vastgesteld door het voormelde koninklijk besluit van 3 april 1995, meer bepaald omdat :

- de beide universiteiten over rechtspersoonlijkheid beschikken;
- de betrokken onderzoeksinstellingen over het nodige personeel en materiaal beschikken;

- de wetenschappelijke medewerkers van I.S.P.O. en P.I.O.P. een verklaring ondertekend hebben waarbij ze zich ertoe verbinden de vertrouwelijkheid van de door het Rijksregister medegedeelde gegevens te eerbiedigen. Deze verklaring wordt bewaard als bijlage van hun arbeidsovereenkomst;

- de betrokken onderzoekscentra hebben de overeenkomst aangegaan zich te onderwerpen aan de controle die zal ingericht worden door de Minister van Binnenlandse Zaken en de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer;

- er wordt geen beroep gedaan op onderaannemingen;

- er worden twee aparte bestanden gehouden: een eerste bestand dat de gegevens bevat vermeld in artikel 3, eerste lid, 1° (naam en voornamen) en 5° (hoofdverblijfplaats), van de voormelde wet van 8 augustus 1983 en een ander bestand met de gegevens met betrekking tot het onderzoek. Deze twee gegevensbestanden zullen strikt van elkaar gescheiden worden en alleen de wetenschappelijke medewerkers van I.S.P.O. en P.I.O.P. die daartoe speciaal aangeduid worden, zullen over de sleutel beschikken om beide met elkaar in verband te brengen;

- alleen de informatie met anoniem karakter zal verspreid worden;

2° le préambule de l'arrêté en projet se réfère expressément aux dispositions ci-après :

— les articles 4, 5 et 6 de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel;

— l'article 2, a), de l'arrêté royal n° 14 du 22 mai 1996 déterminant les fins, les critères et les conditions des traitements autorisés de données visées à l'article 6 de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

L'arrêté en projet a en outre été adapté à l'observation formulée par le Conseil d'État dans l'avis qu'il a émis le 6 juillet 1998 sur un projet d'arrêté similaire, selon lequel la règle visée à l'article 2, a), du susdit arrêté royal n° 14 du 22 mai 1996 devrait être rappelée, à savoir que le traitement de données à caractère personnel ne peut se faire que moyennant le consentement explicite de la personne concernée, laquelle peut à tout moment retirer ce consentement sans devoir en justifier les motifs.

L'article 2 du présent projet a été rédigé en ce sens. Cette disposition satisfait également au prescrit du point 3.2. de l'annexe à la Recommandation du Conseil de l'Europe n° R (83) 10 du 23 septembre 1983 relative à la protection des données à caractère personnel utilisées à des fins de recherche scientifique et de statistiques, en vertu duquel les personnes qui sont invitées à collaborer à l'enquête doivent être informées préalablement et par écrit qu'elles sont libres de donner ou de refuser leur coopération et qu'elles ont le droit d'interrompre celle-ci à tout moment sans devoir en justifier les motifs.

Chacune de ces dispositions tend à garantir la protection de la vie privée des personnes auxquelles se rapportent les informations collectées.

La Commission de la protection de la vie privée a émis le 11 janvier 1999 son avis sur l'arrêté en projet. Cet avis est favorable, sous réserve de quelques observations dont il a été tenu compte dans le projet d'arrêté royal.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
les très respectueux
et très fidèles serviteurs,
Le Ministre de l'Intérieur,
L. VAN DEN BOSSCHE
Le Ministre de la Politique scientifique,
Y. YLIEFF
Le Ministre de la Justice,
T. VAN PARYS

COMMISSION DE LA PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE

Projet d'arrêté royal autorisant l'Université Catholique de Louvain et la « Katholieke Universiteit Leuven » à recevoir communication de certaines informations du Registre national des personnes physiques dans le cadre d'une enquête longitudinale portant sur les attitudes politiques et le comportement des électeurs en Belgique. Avis n° 01/99 du 11 janvier 1999

La Commission de la protection de la vie privée,

Vu la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel, en particulier l'article 29;

Vu la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques, notamment l'article 5, alinéa 2, b), modifié par les lois des 19 juillet 1991 et 8 décembre 1992;

Vu la demande d'avis du Ministre de l'Intérieur du 16 décembre 1998;

Vu le rapport de M. E. Van Hove, émet le 11 janvier 1999, l'avis suivant :

La demande d'avis concerne un arrêté royal élaboré en exécution de l'arrêté royal du 3 avril 1995 établissant la procédure permettant à des organismes scientifiques de recevoir communication d'informations du Registre national à des fins de recherche. Un premier arrêté royal, pris en date du 30 juin 1996, en faveur de ces mêmes groupes de recherche de la KU Leuven et de l'UCL, autorisait déjà la communication de certaines informations dudit Registre en vue de vérifier les données de

2° de aanhef van het ontwerp van besluit verwijst uitdrukkelijk naar de volgende bepalingen :

— de artikelen 4, 5 en 6 van de wet van 8 december 1992 met betrekking tot de bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens;

— artikel 2, a) van het koninklijk besluit nr. 14 van 22 mei 1996 tot vaststelling van de doeleinden, de criteria en de voorwaarden van toegestane verwerkingen van de gegevens bedoeld in artikel 6 van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens.

Het ontworpen besluit werd bovendien aangepast aan de opmerking die geformuleerd werd door de Raad van State in het advies dat hij uitgebracht heeft op 6 juli 1998 over een gelijkaardig ontwerp van besluit, volgens welke de regel vermeld in artikel 2, a), van het voormelde koninklijk besluit nr. 14 van 22 mei 1996, namelijk dat de verwerking van persoonsgegevens slechts kan gebeuren met de uitdrukkelijke toestemming van de betrokken persoon die deze toestemming ten allen tijde kan intrekken zonder hiervoor een wetting te moeten geven, herhaald zou moeten worden.

Artikel 2 van dit ontwerp werd in die zin opgesteld. Deze bepaling voldoet eveneens aan punt 3.2. van de bijlage van de Aanbeveling nr. R (83) 10 van 23 september 1983 van de Raad van Europa betreffende de bescherming van persoonsgegevens gebruikt voor statistisch of wetenschappelijk onderzoek, krachtens welk de personen die gevraagd worden deel te nemen aan het onderzoek, vooraf en schriftelijk in kennis gesteld moeten worden dat zij vrij zijn om hieraan mee te werken of niet en dat zij het recht hebben om deze medewerking op ieder moment stop te zetten zonder hiervoor een wetting te moeten geven.

Elk van deze bepalingen strekt ertoe de bescherming van de persoonlijke levenssfeer van de personen waarop de verzamelde informatiegegevens betrekking hebben, te waarborgen.

De Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer bracht op 11 januari 1999 haar advies uit over het ontwerp van besluit. Dit advies is gunstig onder voorbehoud van enkele opmerkingen waarmede rekening werd gehouden in het ontwerp van koninklijk besluit.

Wij hebben de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige,
en zeer getrouwe dienaars,
De Minister van Binnenlandse Zaken,
L. VAN DEN BOSSCHE
De Minister van Wetenschapsbeleid,
Y. YLIEFF
De Minister van Justitie,
T. VAN PARYS

COMMISSIE VOOR DE BESCHERMING
VAN DE PERSOONLIJKE LEVENSSFEER

Ontwerp van koninklijk besluit waarbij aan de Katholieke Universiteit Leuven en aan de « Université Catholique de Louvain » mededeling van informatiegegevens uit het Rijksregister van de natuurlijke personen wordt verleend in het kader van een onderzoek met betrekking tot het gedragspatroon van de kiezers. — Advies nr. 01/99 van 11 januari 1999

De Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer,

Gelet op de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens, inzonderheid op artikel 29;

Gelet op de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van het Rijksregister van de natuurlijke personen, inzonderheid op artikel 5, tweede lid, b), gewijzigd bij de wetten van 19 juli 1991 en 8 december 1992;

Gelet op de adviesaanvraag van de Minister van Binnenlandse Zaken d.d. 16 december 1998;

Gelet op het verslag van de heer E. Van Hove, brengt op 11 januari 1999 het volgende advies uit :

De adviesaanvraag betreft een koninklijk besluit dat ontworpen wordt ter uitvoering van het koninklijk besluit van 3 april 1995 dat de procedure instelt waardoor wetenschappelijke instellingen voor onderzoekdoeleinden mededeling kunnen krijgen van informatiegegevens uit het Rijksregister. Ten gunste van dezelfde onderzoeksgroepen van de KU Leuven en de UCL werd reeds op 30 juni 1996 een eerste

résidence de 2 900 électeurs néerlandophones et de 2 000 électeurs francophones valables à l'époque, et de procéder au tirage d'un nouvel échantillon de 3 000 électeurs néerlandophones et de 2 000 électeurs francophones. Ce deuxième arrêté royal autorise la communication de données actuelles relatives aux personnes ayant participé à l'enquête précédente (soit 4 250 personnes) et le tirage sur une base aléatoire d'un nouvel échantillon de 10 000 électeurs.

En ce qui concerne le premier arrêté royal du 30 juin 1996, la Commission a émis un avis favorable, le 10 novembre 1995, sous réserve des remarques suivantes :

— la demande n'était pas accompagnée des statuts des organismes qui sollicitaient la communication, comme l'exige pourtant l'article 5 de l'arrêté royal du 3 avril 1995;

— les informations techniques quant aux mesures de sécurité adoptées étaient trop sommaires;

— trois améliorations rédactionnelles avaient été suggérées qui ont toutes été intégrées dans la version finale du texte.

La Commission constate qu'il a été tenu compte des remarques susvisées dans le dossier qui lui est soumis. En effet, la demande est accompagnée des statuts des organismes concernés ainsi que d'une description circonstanciée des mesures de sécurité. Il ressort du dossier introduit que toutes les autres conditions sont également remplies. La Commission fait remarquer qu'en ce qui concerne la destruction des données, un simple effacement ne suffit pas.

Remarques article par article :

1. Article 1^{er}, 2^e paragraphe :

« L'accès aux modifications successives ... » devrait être remplacé par « La communication des modifications successives ... ». En effet, il s'agit ici d'une communication au sens de l'article 5, alinéa 2, b), de la loi du 8 août 1983.

2. Article 1^{er}, 3^e paragraphe, 2^o :

Il conviendrait de remplacer « pour le tirage sur une base aléatoire d'un nouvel échantillon » par « pour la mise à disposition d'un nouvel échantillon tiré sur une base aléatoire par le Registre national ... », la formulation actuelle pouvant laisser être comprise comme un accès complet au Registre national en vue de permettre aux chercheurs de procéder au tirage d'un échantillon, ce qui ne peut être l'objectif.

3. Article 2 :

Cet article, qui constitue un ajout par rapport au premier arrêté royal, dispose que les personnes invitées à une interview doivent être informées, préalablement et par écrit, de la nature de l'enquête, du donneur d'ordre, des objectifs, des modalités de traitement, du caractère non obligatoire de leur participation et du délai de conservation des données. En outre, cet article prévoit qu'un exemplaire de cette lettre d'information ainsi que du questionnaire qui sera utilisé, devra être transmis à la Commission.

Au lieu de la transmission préalable de l'invitation et du questionnaire, la Commission préférerait que ces documents soient tenus à sa disposition par le responsable de l'enquête. Elle entend ainsi éviter de donner l'impression que ces documents auraient reçu son approbation. En outre, la Commission suggère d'ajouter dans cet article *in fine* la phrase suivante : « Le responsable de l'enquête veillera à ce que les données reprises dans le questionnaire soient pertinentes dans le cadre de ladite enquête ».

4. Article 3, 3^e paragraphe :

« Dès qu'elle (la liste) a été établie, elle est transmise à la Commission de la protection de la vie privée » devrait être remplacé par « Cette liste est tenue à la disposition de la Commission de la protection de la vie privée par le responsable de l'enquête ».

Par ces motifs, la Commission émet, sous réserve des remarques formulées ci-avant, un avis favorable.

Le secrétaire,
(signé) M. H. Boulanger.

Le président,
(signé) P. Thomas.

koninklijk besluit uitgevaardigd, dit om de mededeling toe te staan van de dan geldende verblijfsgegevens van 2 900 Nederlandstalige kiezers en 2 000 Franstalige kiezers en voor het trekken van aanvullende steekproeven van 3 000 Nederlandstalige kiezers en 2 000 Franstalige kiezers. Dit tweede koninklijk besluit machtigt de mededeling van actuele gegevens voor de personen die aan het vorige onderzoek hebben deelgenomen (4 250) en laat het trekken toe van een nieuwe toevalsteekproef van 10 000 kiezers.

Betreffende het eerste koninklijk besluit van 30 juni 1996 verleende de Commissie op 10 november 1995 een gunstig advies onder voorbehoud van de volgende opmerkingen :

— de statuten van de instellingen die om de mededeling verzochten, waren niet aan de aanvraag toegevoegd, wat nochtans in artikel 5 van het koninklijk besluit van 3 april 1995 wordt geeïst;

— het te summere karakter van de technische informatie over de genomen beveiligingsmaatregelen;

— drie tekstverbeteringen werden voorgesteld, die allen werden aangenomen in de uiteindelijke tekst.

De Commissie stelt vast dat in het voorliggende dossier met deze opmerkingen rekening werd gehouden : de statuten van de betrokken instellingen zijn toegevoegd en een omstandige beschrijving van de beveiligingsmaatregelen wordt gegeven. Uit het ingediende dossier blijkt dat ook aan alle voorwaarden is voldaan. De Commissie merkt op dat voor de vernietiging van de gegevens een loutere wis-operatie niet volstaat.

Artikelsgewijze opmerkingen :

1. Artikel 1, tweede paragraaf :

« De toegang tot de opeenvolgende ... », vervangen door « De mededeling van de opeenvolgende ... ». Het gaat hier immers om een mededeling in de zin van artikel 5, tweede lid, b), van de wet van 8 augustus 1983.

2. Artikel 2, derde paragraaf, 2^o :

« voor het trekken op willekeurige basis van een nieuwe steekproef ... » vervangen door « voor het ter beschikking stellen van een op willekeurige basis door het Rijksregister getrokken nieuwe steekproef ... ». De huidige formulering zou kunnen verstaan worden als een volledige toegang tot het Rijksregister om de onderzoekers toe te laten een steekproef te trekken. Dit kan niet de bedoeling zijn.

3. Artikel 2 :

Ten opzichte van het eerste koninklijk besluit wordt in dit ontwerp dit artikel toegevoegd. Hierin wordt bepaald dat de personen die voor een interview worden uitgenodigd op voorhand schriftelijk ingelicht moeten worden over de aard van het onderzoek, de opdrachtgever, de doelstellingen, de werkwijze, de verwerkingsmodaliteiten, het niet verplicht karakter en de bewaringstermijn. Tevens wordt gesteld dat een exemplaar van deze uitnodigingsbrief en van de vragenlijst die gebruikt zal worden aan de Commissie overgemaakt moet worden.

Eerder dan de uitnodiging en de vragenlijst vooraf toegestuurd te krijgen, verkiest de Commissie dat deze documenten door de verantwoordelijke van het onderzoek ter beschikking gehouden worden van de Commissie. De Commissie wenst de indruk te vermijden dat deze documenten de goedkeuring zouden hebben van de Commissie. Tevens suggereert de Commissie aan dit artikel de volgende zin *in fine* toe te voegen : « De verantwoordelijke van het onderzoek zal waken over de pertinentie voor dit onderzoek van de gegevens opgenomen in de vragenlijst ».

4. Artikel 3, derde paragraaf :

« Zodra hij is opgesteld, wordt hij aan de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer gezonden » vervangen door « Deze lijst wordt door de verantwoordelijke van het onderzoek ter beschikking gehouden van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer. »

Om deze redenen, brengt de Commissie onder voorbehoud van de hierboven gemaakte opmerkingen een gunstig advies uit.

De secretaris,
(get.) M.H. Boulanger.

De voorzitter,
(get.) P. Thomas.

9 JUIN 1999. — Arrêté royal autorisant l'Université Catholique de Louvain et la « Katholieke Universiteit Leuven » à recevoir communication de certaines informations du Registre national des personnes physiques dans le cadre d'une enquête longitudinale portant sur les attitudes politiques et le comportement des électeurs en Belgique

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques, notamment l'article 5, alinéa 2, b), modifié par les lois des 15 janvier 1990, 19 juillet 1991 et 8 décembre 1992;

Vu l'arrêté royal du 3 avril 1995 fixant les conditions auxquelles les organismes visés à l'article 5, alinéa 2, b), de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques, doivent satisfaire pour obtenir communication d'informations consignées audit registre;

Vu la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel, notamment les articles 4, 5 et 6;

Vu la loi du 21 décembre 1994 portant des dispositions sociales et diverses, notamment l'article 148;

Vu l'arrêté royal n° 14 du 22 mai 1996 déterminant les fins, les critères et les conditions des traitements autorisés de données visées à l'article 6 de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel, notamment l'article 2, a);

Vu la Recommandation n° R (83) 10 du Conseil de l'Europe du 23 septembre 1983 relative à la protection des données à caractère personnel utilisées à des fins de recherche scientifique et de statistiques;

Vu la décision du 14 juillet 1998 par laquelle Notre Ministre de la Politique scientifique reconnaît comme étant d'intérêt scientifique l'activité de recherche envisagée par l'Université Catholique de Louvain et par la « Katholieke Universiteit Leuven », pour laquelle la communication d'informations du Registre national est sollicitée;

Considérant que du dossier circonstancié communiqué à Notre Ministre de l'Intérieur par l'Université Catholique de Louvain et par la « Katholieke Universiteit Leuven », il ressort que l'activité de recherche envisagée répond en tous points aux conditions fixées par les articles 1^{er}, 3 et 5 de l'arrêté royal précité du 3 avril 1995;

Vu l'avis n° 01/99 de la Commission de la protection de la vie privée, donné le 11 janvier 1999;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 2 mars 1999;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur, de Notre Ministre de la Politique scientifique et de Notre Ministre de la Justice, et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Dans le cadre de leur activité de recherche sur le comportement des électeurs, l'Université Catholique de Louvain et la « Katholieke Universiteit Leuven » sont autorisées à recevoir communication des informations visées à l'article 3, alinéa 1^{er}, 1°, 2°, 3°, 5° et 6°, et alinéa 2, de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques.

La communication des modifications successives apportées aux informations visées à l'alinéa 1^{er} est limitée à une période de dix années précédant la communication de ces informations.

L'utilisation des informations obtenues en communication du Registre national et visées aux alinéas 1^{er} et 2 est autorisée aux seules fins énumérées ci-après :

1° pour la vérification des adresses d'environ 4 250 électeurs domiciliés dans la Région wallonne, dans la Région de Bruxelles-Capitale ou dans la Région flamande, dans la mesure où ces électeurs ont coopéré à une enquête portant sur leur comportement lors des élections de 1991 et de 1995 et seront invités à participer à l'activité de recherche faisant l'objet du présent arrêté;

2° pour la mise à disposition d'un nouvel échantillon tiré par le Registre national sur une base aléatoire de 10 000 électeurs domiciliés dans la Région wallonne, dans la Région de Bruxelles-Capitale ou dans la Région flamande.

Art. 2. Les électeurs composant les échantillons visés à l'article 1^{er}, alinéa 3, seront informés par écrit avant le début de l'enquête de la nature précise de celle-ci, de la dénomination exacte de l'organisme de

9 JUNI 1999. — Koninklijk besluit waarbij aan de Katholieke Universiteit Leuven en aan de "Université Catholique de Louvain" mededeling van informatiegegevens uit het Rijksregister van de natuurlijke personen wordt verleend in het kader van een longitudinaal onderzoek naar de politieke houdingen en het kiesgedrag in België

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, inzonderheid op artikel 5, tweede lid, b), gewijzigd bij de wetten van 15 januari 1990, 19 juli 1991 en 8 december 1992;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 april 1995 tot vaststelling van de voorwaarden waaraan de instellingen bedoeld in artikel 5, tweede lid, b), van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen moeten voldoen om mededeling te verkrijgen van informatiegegevens die in dit register opgenomen zijn;

Gelet op de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens, inzonderheid op de artikelen 4, 5 en 6;

Gelet op de wet van 21 december 1994 houdende sociale en diverse bepalingen, inzonderheid op artikel 148;

Gelet op het koninklijk besluit nr. 14 van 22 mei 1996 tot vaststelling van de doeleinden, de criteria en de voorwaarden van toegestane verwerkingen van de gegevens bedoeld in artikel 6 van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens, inzonderheid op artikel 2, a);

Gelet op de Aanbeveling nr. R (83) 10 van de Raad van Europa van 23 september 1983 betreffende de bescherming van persoonsgegevens gebruikt voor statistisch of wetenschappelijk onderzoek;

Gelet op de beslissing van 14 juli 1998 waarbij Onze Minister van Wetenschapsbeleid het wetenschappelijk belang van de door de Katholieke Universiteit Leuven en de « Université Catholique de Louvain » geplande onderzoeksactiviteit, waarvoor mededeling van informatiegegevens uit het Rijksregister gevraagd wordt, erkent;

Overwegende dat uit het omstandig dossier dat aan Onze Minister van Binnenlandse Zaken bezorgd werd door de Katholieke Universiteit Leuven en de « Université Catholique de Louvain » blijkt dat de geplande onderzoeksactiviteit op alle gebied voldoet aan de voorwaarden vastgesteld door de artikelen 1, 3 en 5 van het voormelde koninklijk besluit van 3 april 1995;

Gelet op het advies nr. 01/99 van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, uitgebracht op 11 januari 1999;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 2 maart 1999;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken, van Onze Minister van Wetenschapsbeleid, en van Onze Minister van Justitie, en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In het kader van hun onderzoeksactiviteit over het gedragspatroon van de kiezers wordt aan de Katholieke Universiteit Leuven en aan de « Université Catholique de Louvain » machtiging verleend om mededeling te ontvangen van de informatiegegevens vermeld in artikel 3, eerste lid, 1°, 2°, 3°, 5° en 6°, en tweede lid, van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen.

De mededeling van de opeenvolgende wijzigingen aangebracht aan de informatiegegevens bedoeld in het eerste lid wordt beperkt tot een periode van tien jaar die de mededeling van deze informatiegegevens voorafgaat.

Het gebruik van de informatiegegevens verkregen door mededeling uit het Rijksregister en bedoeld in het eerste en tweede lid is enkel toegestaan voor de hierna vermelde doeleinden :

1° voor de controle van de adressen van ongeveer 4 250 kiezers gevestigd in het Waalse Gewest, het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest of het Vlaamse Gewest in de mate waarin deze kiezers hebben meegewerkt aan een onderzoek over hun gedragspatroon tijdens de verkiezingen van 1991 en 1995 en uitgenodigd worden om deel te nemen aan de onderzoeksactiviteit die het voorwerp uitmaakt van het onderhavig besluit;

2° voor het ter beschikking stellen van een op willekeurige basis door het Rijksregister getrokken nieuwe steekproef van 10 000 kiezers gevestigd in het Vlaamse Gewest, in het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest of in het Waalse Gewest.

Art. 2. De kiezers die deel uitmaken van de steekproeven, bedoeld in artikel 1, derde lid, zullen vóór het onderzoek schriftelijk op de hoogte worden gebracht van de precieze aard daarvan, van de juiste

recherche pour lequel l'activité de recherche est effectuée, des objectifs que celle-ci poursuit et des modalités selon lesquelles les informations recueillies seront traitées.

Ils seront informés qu'ils n'ont pas l'obligation de coopérer à l'enquête et qu'ils peuvent interrompre à tout moment leur coopération sans devoir en justifier les motifs.

Ils seront en outre informés du délai de conservation des données, visées à l'article 4, alinéa 1^{er}, et du fait que les informations les concernant seront rendues anonymes.

Un exemplaire de la lettre visée à l'alinéa 1^{er} ainsi que du questionnaire qui sera soumis aux personnes invitées à coopérer à l'enquête sera tenu à la disposition de la Commission de la protection de la vie privée. Le responsable de l'enquête veillera à la pertinence pour cette enquête des informations reprises dans le questionnaire.

Art. 3. La communication des informations du Registre national visées à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, est faite au recteur de l'Université Catholique de Louvain et au recteur de la « Katholieke Universiteit Leuven ».

Les personnes visées à l'alinéa 1^{er} désignent nommément et par écrit, parmi les membres du personnel, selon le cas, du Point d'appui interuniversitaire sur l'Opinion publique et la politique (en abrégé, P.I.O.P.) de l'Université Catholique de Louvain et de « l'Interuniversitaire Steunpunt politieke opinieonderzoek » (en abrégé, I.S.P.O.) de la « Katholieke Universiteit Leuven », ceux d'entre eux qu'elles autorisent à faire usage de ces informations dans le cadre de leur activité de recherche, aux seules fins énumérées à l'article 1^{er}, alinéa 3.

La liste des membres du personnel visés à l'alinéa précédent est dressée pour la première fois dans le mois qui suit l'entrée en vigueur du présent arrêté, puis chaque année, à la date du 1^{er} octobre. Cette liste est tenue à la disposition de la Commission de la protection de la vie privée par le responsable de l'enquête.

Art. 4. Les informations obtenues en communication du Registre national en application de l'article 1^{er} peuvent être conservées pendant une durée maximale de trois mois à compter de la clôture de la collecte des données portant sur les élections législatives fédérales de 2003 et au plus tard le 31 décembre 2003. A l'expiration de ce délai, elles doivent être effacées ou détruites.

Elles ne peuvent être communiquées à des tiers.

Ne sont pas considérés comme des tiers pour l'application de l'alinéa précédent, les personnes physiques auxquelles se rapportent ces informations ou leurs représentants légaux.

Art. 5. Notre Ministre de l'Intérieur, Notre Ministre de la Politique scientifique et Notre Ministre de la Justice sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 9 juin 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,
L. VAN DEN BOSSCHE

Le Ministre de la Politique scientifique,
Y. YLIEFF

Le Ministre de la Justice,
T. VAN PARYS

benaming van de onderzoekinstelling waarvoor de onderzoeksactiviteit wordt verricht, van de doelstellingen die het nastreeft en van de modaliteiten volgens welke de ingewonnen informatiegegevens zullen worden verwerkt.

Zij zullen ervan worden in kennis gesteld dat zij niet verplicht zijn mee te werken aan het onderzoek, en dat zij hun medewerking op ieder moment kunnen stopzetten, zonder hiervoor een wetgeving te moeten geven.

Zij zullen bovendien ingelicht worden over de termijn van bewaring van de gegevens, bedoeld in artikel 4, eerste lid, en over het feit dat de hen betreffende gegevens anoniem gemaakt zullen worden.

Een exemplaar van de brief bedoeld in het eerste lid, alsmede van de vragenlijst die aan de personen die uitgenodigd worden aan het onderzoek mee te werken zal ter beschikking gehouden worden van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer. De verantwoordelijke van het onderzoek zal waken over de pertinentie voor dit onderzoek van de gegevens opgenomen in de vragenlijst.

Art. 3. De mededeling van de informatiegegevens uit het Rijksregister bedoeld in artikel 1, eerste lid, wordt gedaan aan de rector van de Katholieke Universiteit Leuven en aan de rector van de "Universiteit Catholique de Louvain".

De personen bedoeld in het eerste lid duiden onder de leden van het personeel, naargelang het geval, van het Interuniversitair Steunpunt politieke opinieonderzoek, afgekort I.S.P.O., van de Katholieke Universiteit Leuven, en van het « le Point d'appui interuniversitaire sur l'Opinion publique et la politique », afgekort P.I.O.P., van de « Université Catholique de Louvain » bij name en schriftelijk aan wie gebruik mag maken van de informatiegegevens in het kader van hun onderzoeksactiviteit, enkel voor de doeleinden vermeld in artikel 1, derde lid.

De lijst van de leden van het personeel bedoeld in het voorgaande lid wordt voor de eerste keer opgesteld in de maand die volgt op de inwerkingtreding van het onderhavig besluit, en daarna, jaarlijks, op 1 oktober. Deze lijst wordt door de verantwoordelijke van het onderzoek ter beschikking gehouden van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer.

Art. 4. De informatiegegevens verkregen uit het Rijksregister met toepassing van artikel 1 mogen bewaard worden tot uiterlijk drie maanden na de afsluiting van de gegevensverzameling van het verkiezingsonderzoek van 2003 en ten laatste op 31 december 2003. Bij het verstrijken van deze termijn moeten zij uitgewist of vernietigd zijn.

Zij mogen niet medegedeeld worden aan derden.

Voor de toepassing van het voorgaande lid worden de natuurlijke personen waarop deze informatiegegevens betrekking hebben of hun wettelijke vertegenwoordigers niet als derden beschouwd.

Art. 5. Onze Minister van Binnenlandse Zaken, Onze Minister van Wetenschapsbeleid, en Onze Minister van Justitie zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 9 juni 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
L. VAN DEN BOSSCHE

De Minister van Wetenschapsbeleid,
Y. YLIEFF

De Minister van Justitie,
T. VAN PARYS

F. 99 — 3130

[S — C — 99/00633]

5 JUILLET 1999. — Arrêté royal relatif à l'octroi d'allocations et d'indemnités aux membres de la Commission consultative des étrangers

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, notamment les articles 32, 34 et 36 modifiés par la loi du 15 juillet 1996, ainsi que les articles 33, 35 et 37 à 39;

N. 99 — 3130

[S — C — 99/00633]

5 JULI 1999. — Koninklijk besluit betreffende de toekenning van toelagen en vergoedingen aan de leden van de Commissie van advies voor vreemdelingen

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, inzonderheid op de artikelen 32, 34 en 36 gewijzigd door de wet van 15 juli 1996, en de artikelen 33, 35 en 37 tot 39;